

## **impresum attend des actes concrets contre le démantèlement de la Tribune de Genève et de la presse écrite dans le Canton**

**impresum affiche sa pleine solidarité envers la rédaction de la Tribune de Genève et demande des efforts de la part des pouvoirs publics en faveur d'une presse écrite locale forte. Le Conseil d'Etat et le Grand Conseil doivent refuser tout affaiblissement de la Tribune de Genève qui met en péril l'existence d'une branche indispensable à l'expression de la diversité des opinions et de l'identité cantonale. Ils disposent d'une grande marge de manœuvre à cette fin. impresum demande des aides directes au journalisme et avance des propositions précises et innovantes à cette fin.**

**impresum**, les Journalistes suisses, s'associe pleinement à la manifestation de protestation de la rédaction de la Tribune de Genève. Un sursaut aussi salutaire que légitime. Dans ce cadre, notre association apporte également tout son appui à la motion déposée par Guy Mettan, député PDC au Grand Conseil.

**impresum**, est la plus grande association de journalistes en Suisse, avec 5000 membres et se montre très préoccupée par la situation qui prévaut dans la presse écrite actuelle en Suisse et à Genève en particulier. **impresum** est attaché, dans le cadre de ses activités en faveur de la défense professionnelle, à rechercher de nouvelles solutions comprenant notamment des aides publiques directes à la presse répondant à des critères de qualité très stricte. Une forte attention est également portée à des nouveaux projets qui profiteront directement au journalisme.

**impresum** est engagé en faveur de la défense professionnelle, négocie des CCT avec les éditeurs romands, regroupés au sein de l'Association MEDIAS SUISES, fixe des règles de déontologie strictes en vue de l'inscription au Registre professionnelle (RP) des journalistes par la délivrance d'une carte de presse, parmi les meilleurs et les plus appréciées en Suisse et appuie une formation professionnelle de haut niveau en siégeant en particulier, aux côtés des éditeurs de presse, dans l'organe de surveillance du Centre de Formation au journalisme et aux Médias (CFJM) à Lausanne. Son président, Arthur Grosjean, délégué d'**impresum**, vient juste d'y être nommé le 28 septembre dernier. **impresum** est une organisation journalistique décentralisée entre sections et secrétariat central, présidé par un comité formé exclusivement de journalistes.

Nous collaborons avec les syndicats des médias syndicom et SSM; **impresum** est une association professionnelle de journalistes avec une fonction de syndicat.

Appelée anciennement Fédération suisse des journalistes, **impresum** existe depuis 134 ans et est engagé dans la FEJ et la FIJ sur le plan international ce qui lui permet aussi d'être informé sur ce qui existe en matière d'aide à la presse ailleurs, aussi par nos liens avec des organisations sœurs.

## **Une situation catastrophique de la presse**

Restructuration à 24 Heures et à la Tribune de Genève dans le groupe Tamedia en 2016; disparition de l'Hebdo à Lausanne, départ de Genève à Lausanne et restructuration au Temps dans le groupe Ringier Axel Springer au printemps 2017. La réorganisation soudaine du groupe Tamedia dans des unités centralisées et le regroupement du Matin semaine avec 20 Minutes à Lausanne, survenus il y a quelques semaines, renforcent encore davantage la tendance.

La motion de Guy Mettan est suffisamment explicite à ce sujet. La Suisse romande, mais plus encore Genève est particulièrement touchée. Le fait que les éditeurs historiques s'intéressent désormais à assurer leur marge de profit sur des sites d'annonces rentables et sont prêts à délaisser leur métier historique, au détriment de toute considération sur l'identité et l'attachement des citoyens et de ses représentants envers une presse locale forte, en phase avec le système fédéraliste helvétique, au service de ses minorités, est désormais largement établi. La presse écrite locale est presque à l'abandon à Genève, place économique de premier plan, siège de grandes organisations internationales. Cet état de fait est préoccupant. La diversité en a pris un coup. Les emplois locaux tombent, sans parler même ici des retombées fiscales pour des entreprises de presse qui se délocalisent hors du Canton.

C'est une prise de conscience rapide qui a lieu dans toute la Suisse il faut agir à la fois sur les plans cantonaux et à l'échelle de la Confédération, faute de quoi sinon les titres vont disparaître les uns après les autres sans que d'autres ne naissent. Il faut renouveler le journalisme, en aidant directement les journalistes. Ceux-ci doivent devenir maître de leur destin, devenir des entrepreneurs. A cette fin, Il faut trouver de nouvelles ressources, pour favoriser l'éclosion de nouveaux modèles.

La politique doit s'inquiéter d'un affaiblissement structurel de la presse qui conduirait à un rétrécissement considérable de la discussion démocratique. La liberté constitutionnelle de la presse et de l'information pourrait devenir une coquille vide.

En ce sens la presse payante est un service public. Par sa proximité avec les acteurs politiques, culturels et économiques locaux; par son indépendance qu'elle doit conserver, tout en effectuant une information professionnelle de qualité dans un cadre respectant les dispositions de la législation du travail et la CCT de la presse écrite.

## **Le tabou de l'aide directe à la presse est tombé en Suisse**

Provenant des sections de toutes les régions de Suisse, l'Assemblée des délégués d'impressum a pris en mars 2017 une résolution en forme d'appel aux autorités pour l'introduction d'aides directes à la presse que cela soit au niveau fédéral, cantonal ou des communes. Cette résolution a été réitérée et précisée, à l'issue d'une Assemblée des délégués extraordinaire le 1<sup>er</sup> septembre dernier.

impressum demande depuis longtemps «une aide aux médias qui sert la liberté des médias, pour servir le droit fondamental du public à la liberté d'information».

Ces aides devraient favoriser un journalisme professionnel, indépendant et éthique.

## **Des modèles d'aides directes à l'étranger**

La France accorde plus d'un milliard d'Euros en aides directes à la presse. Les Pays scandinaves, Suède et Danemark en tête, engagent 50 millions d'Euros en aide directe à la presse par année. Dans ses résolutions, **impresum** a indiqué qu'il fallait s'inspirer des modèles de soutien existant dans les pays scandinaves. La Suède, p.ex., est le pionnier des aides directes (dès les années 60). Ces pays sont proches de la Suisse en taille de la population et ils sont champions de la liberté de la presse, notamment dans le classement mondial de Reporters sans frontières.

## **L'effet d'une aide de l'Etat aux journaux**

**impresum** est d'avis que la démocratie directe a besoin d'une «infrastructure de la presse» qui fonctionne comme relais indispensable à la libre formation de l'opinion du public. Une telle aide revigorerait la branche où l'on ne fait que compter les restructurations. Il est indispensable que de nouveaux acteurs apparaissent dans la branche et jouent un rôle fondamental rappelant que sans une presse qui fonctionne la démocratie bat de l'aile. Ces nouveaux «players», par l'injection de nouveaux capitaux, revivifieraient le secteur. La presse, les journalistes en particulier, en ont grandement besoin.

## **Les aides directes et la garantie d'indépendance**

**impresum** est d'avis que l'indépendance sera préservée si l'aide directe repose sur des critères formels précis. Par ailleurs, la SSR, injustement attaquée par l'initiative «No Billag» est financée en grande partie par la redevance et personne ne peut affirmer qu'elle bénéficie d'une liberté d'information moindre par rapport aux médias rémunérés pour leur plus grande part par de la publicité. Nous sommes même de l'avis que l'indépendance à l'égard des annonceurs et des groupes privés sera renforcée. Toute demande d'aide, exigera, en contrepartie, de la transparence et justement le respect de l'indépendance rédactionnelle. **impresum** est d'avis que le respect strict de critères donnés (transparence, indépendance rédactionnelle), parvient à éviter et à éliminer ces problèmes.

## **Nos idées de soutien à la presse**

Voici les mesures que nous préconisons:

- Des mesures d'aides directes, automatiques et sélectives (ex.: aides à l'innovation, aides à la transition numérique; aides à des projets de nouveaux titres).
- Une défiscalisation des abonnements aux journaux par les autorités fiscales pour les contribuables, cela encouragerait la lecture et serait un service à la collectivité au même titre que l'incitation de défiscalisation accordée aux ONG et autres œuvres d'entraide.
- Une défiscalisation des donations aux mécènes: cela encouragerait ce mode de financement.
- Une promotion de la presse auprès des enfants et des adolescents (ex.: abonnements des écoles permettant la mise à la disposition des journaux aux écoliers, aux étudiants ; des actions de sensibilisation).
- Prise en charge financière de services par l'Etat dans des journaux payants (ex.: journaux officiels, etc.).

- Investissement des communes dans les journaux régionaux (au lieu de bulletins communaux en propre) (rubriques qui seraient mentionnées en tant que telles).

Pour ce faire, nous privilégions la création d'une entité indépendante de l'Etat qui, comme Cinéforum dans le domaine du cinéma, perçoit des aides des Etats et des communes et de la LoRo et redistribue selon des critères précis l'aide aux titres et autres bénéficiaires.

### **L'initiative FIJOU qu' impressum soutient activement**

**impressum** – Les journalistes suisses, s'est associé et engagé dans les travaux des milieux qui ont lancé une initiative du nom de FIJOU (pour FInancer le JOurnalisme) qui regroupent les cinéastes, les milieux culturels, les associations des collaborateurs de média, des journalistes individuels. L'idée est de créer une association entonnoir qui grâce aux différentes sources de financement, cantons, donations de particuliers, financements participatifs, Loterie romande, communes, et d'autres sources à venir fédérales serait à même de les réinjecter dans la presse, dans les titres en projet, ou existant en difficultés. Différents buts sont associés à FIJOU, mais le principal consiste à encourager la diversité et la qualité de l'information. L'initiative rencontre un large soutien. Elle repose sur un modèle existant dans le cinéma, avec Cinéforum, ainsi que sur des modèles d'aides à la presse à l'étranger.

**En conclusion, un engagement et une aide du Canton de Genève au journalisme serait à nos yeux extrêmement judicieuse et utile. Nos voisins étrangers ont déjà montré la direction. L'indépendance rédactionnelle peut être préservée, voire même renforcée. impressum est à la disposition des autorités genevoises pour bâtir un système qui fonctionnera en pratique et aidera résolument le secteur à relever la tête. impressum soutient FIJOU comme modèle d'avenir prometteur de la branche.**

Fribourg, le 12 octobre 2017